

13.3 Dépense publique

En 2013, la part des **dépenses publiques** dans le PIB représente 57,1 %, en hausse de 0,4 point par rapport à 2012.

Entre 2012 et 2013, les dépenses des **administrations publiques centrales** progressent de 0,3 %, après + 1,6 % entre 2011 et 2012. Les dépenses de personnel ralentissent (+ 0,7 % après + 1,3 % en 2012) du fait des **cotisations sociales imputées** de l'État, la réforme des retraites retardant l'âge moyen des départs. Les **prestations sociales** continuent de croître, mais de manière plus modérée (+ 2,7 % après + 3,4 % en 2012). Les **pensions de retraite** et d'invalidité ainsi que les dépenses au titre de l'allocation aux adultes handicapés sont en hausse (respectivement + 1,2 milliard et + 0,4 milliard), alors que celles associées à la prime à l'emploi sont en diminution (- 0,5 milliard). Les dépenses d'investissement de l'État baissent de 9,6 %, principalement du fait de moindres livraisons de matériel militaire. Les remboursements d'intérêts reculent fortement, sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt nominaux et de celle de l'inflation, qui amoindrit la charge sur les titres indexés. En revanche, le versement au titre des ressources propres de l'UE reste très dynamique en raison d'un versement exceptionnel de 1,8 milliard d'euros lié à la fin de la programmation européenne 2007-2013. Enfin, les consommations intermédiaires s'ac-

croissent de 3,5 %, soutenues notamment par les dépenses d'entretien de matériel militaire.

En 2013, les dépenses des **administrations publiques locales** décélèrent à peine (+ 3,4 % après + 3,6 % en 2012), contribuant à creuser leur besoin de financement qui atteint 9,2 milliards d'euros. L'investissement local reste dynamique en cette année préélectorale (+ 5,1 % après + 5,8 % en 2012). Les rémunérations versées continuent d'augmenter (+ 3,2 % en un an), en dépit de la poursuite du gel du point d'indice. Les dépenses au titre des prestations et transferts sociaux demeurent soutenues (+ 3,9 %), portées par les dépenses du revenu de solidarité active « socle » (+ 8,9 %).

Les dépenses des **administrations de sécurité sociale** ralentissent en 2013 (+ 2,4 % après + 3,3 % en 2012). La progression des dépenses d'assurance maladie est contenue, avec une exécution de **l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam)** inférieure de 1,4 milliard d'euros aux prévisions et une montée en charge de la réforme des retraites de 2010. Les prestations familiales ralentissent (+ 1,2 %) après avoir augmenté de 3,0 %, en raison de la revalorisation exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire en 2012. À l'inverse, la croissance des prestations chômage reste soutenue en raison d'une conjoncture peu favorable sur le marché de l'emploi (+ 4,5 % en 2013). ■

Définitions

Administrations publiques : ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Dépenses publiques : dépenses de l'ensemble des administrations publiques.

Administrations de sécurité sociale, administrations publiques centrales, administrations publiques locales, autorisations d'engagement, capacité et besoin de financement, cotisations sociales imputées, crédits de paiement, objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam), pensions de retraite, prestations sociales, services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Projet de loi de finances pour 2015 – Les chiffres clés », ministère de l'Économie et des Finances, octobre 2014.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2014.
- « Les comptes des administrations publiques en 2013 », *Insee Première* n° 1500, mai 2014.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Principales dépenses par administration publique en 2013

	Adm. publiques centrales (y c. État)		État		Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. publiques ¹	
	en Mds d'euros	13/12 en %	en Mds d'euros	13/12 en %	en Mds d'euros	13/12 en %	en Mds d'euros	13/12 en %	en Mds d'euros	13/12 en %
Consommations intermédiaires ²	32,2	3,5	20,9	1,2	51,2	3,7	27,2	2,5	110,6	3,4
Rémunérations des salariés	136,0	0,7	118,9	0,5	74,8	3,2	62,4	2,2	273,3	1,7
Intérêts ²	40,4	-9,9	40,3	-10,2	3,0	-11,0	4,8	-14,6	47,7	-10,5
Prestations sociales ³	93,2	2,7	87,1	2,0	23,6	3,9	428,6	3,0	545,4	3,0
Formation brute de capital fixe	27,0	-1,1	9,8	-9,6	50,4	5,1	8,3	-10,4	85,6	1,4
Ensemble des dépenses¹	487,7	0,3	455,5	0,9	252,0	3,4	562,9	2,3	1 207,5	1,9

1. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses (ou des recettes) des secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

2. Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les intérêts versés.

3. En espèces et en nature.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Différents postes de dépenses des administrations publiques

en milliards d'euros

	2012	2013		2012	2013
Dépenses de fonctionnement	385,5	394,1	Prestations et autres transferts	661,4	676,8
Consommations intermédiaires	107,0	110,6	Prestations sociales ¹	408,2	420,2
Rémunération des salariés	268,6	273,3	Transferts sociaux en nature ²	121,6	125,2
dont cotisations sociales imputées	41,1	42,1	Subventions	36,5	36,4
Impôts sur la production	9,6	10,0	Transferts courants	70,7	74,5
Revenus de la propriété autres que les intérêts	0,1	0,1	Transferts en capital	24,4	20,5
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,1	0,1	Acquisitions nettes d'actifs non financiers ³	85,2	88,9
Intérêts	53,3	47,7	Total des dépenses	1 185,4	1 207,5

1. Autres que transferts sociaux en nature.

2. Transferts de biens et services marchands.

3. Dont FBCF : 85,6 milliards d'euros en 2013.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

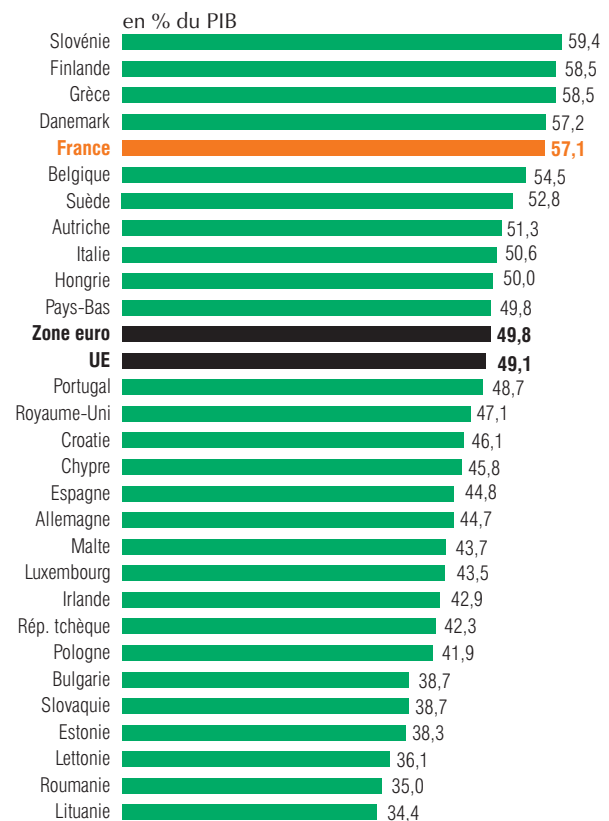
Répartition par mission des crédits du budget général

en milliards d'euros

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2014	2015	2014	2015
Action extérieure de l'État	2,9	3,1	3,0	3,0
Admin. générale et territoriale de l'État	2,8	2,7	2,7	2,8
Agriculture, alim., forêt et aff. rurales	3,0	3,1	3,2	2,9
Aide publique au développement	4,2	2,5	2,9	2,8
Anciens combattants, mémoire, liens avec la nation	3,0	2,8	3,0	2,7
Culture	2,6	2,6	2,6	2,6
Défense	42,0	46,6	39,0	36,9
Direction de l'action du Gouvernement	1,4	1,3	1,3	1,2
Écologie, dev. et mobilité durables	10,2	7,9	9,8	7,3
Égalité des territoires et logement	8,3	13,7	8,1	13,4
Engagements financiers de l'État	47,6	46,6	50,9	45,2
Enseignement scolaire	65,1	66,3	64,9	66,4
Gestion des finances publiques et ress. humaines	11,7	11,4	11,5	11,3
Justice	7,6	9,2	7,8	7,9
Outre-mer	2,2	2,1	2,1	2,1
Recherche et enseignement supérieur	31,1	25,8	31,4	26,0
Régimes sociaux et de retraite	6,5	6,4	6,5	6,4
Relations avec les collectivités territoriales	2,6	2,7	2,6	2,7
Remboursements et dégrèvements	101,9	99,3	101,9	99,3
Santé	1,3	1,2	1,3	1,2
Sécurités	18,3	18,2	18,3	18,2
Solidarité, insertion et égalité des chances	13,8	15,8	13,8	15,8
Travail et emploi	12,3	11,5	11,1	11,3
Autres missions	8,1	7,8	7,8	6,2
Totaux	410,5	410,6	407,4	395,6

Sources : projets de loi de finances, états B.

Dépenses des administrations publiques au sein de l'Union européenne en 2013



Source : Eurostat.